



Avignon, le 16 avril 2020

Cher(e)s ami(e)s, cher(e)s camarades,

Depuis maintenant plusieurs mois le monde est confronté à une crise sanitaire extrêmement grave. Pour notre pays le confinement a pris effet le 17 mars 2020, et suite à l'allocution présidentielle, il sera maintenu au moins jusqu'au 11 mai 2020.

Depuis le début, l'UD CGT 84 et ses autres organisations sont sur le front afin d'aider aux mieux les salariés de notre département.

Malheureusement, les différents communiqués, tracts etc... reprenant les principales revendications dans cette période, n'ont trouvé que peu ou même pas du tout, d'écho dans la presse vaclusienne.

La dernière en date, étant notre intervention lors de l'audio conférence à l'initiative de l'UD CGT 84 et d'autres organisations syndicales, avec M. Le Préfet du Vaucluse et le Directeur de la DIRECCTE en date du 8 avril 2020.

**Compte tenu de ce boycott inédit et incompréhensible de notre parole, nous avons décidé de vous en dévoiler les principales revendications, et dont on vous saura gré de partager le plus largement possible.**

Le gouvernement ne peut avoir un double discours. D'un côté rabâcher sans cesse de rester confiné, allant même jusqu'à réprimer un maximum de personnes, notamment dans certaines régions (la région parisienne pour ne pas la citer) avec des préfets dignes de nos années les plus noires.

Et d'un autre côté ne rien faire lorsque nombre d'entreprises dont l'activité est non essentielle, restent actives, ou en allant même, jusqu'à remettre en cause ou restreindre les codes de bonnes pratiques même unanimes, comme dans le BTP par exemple.

**Le confinement reste selon les experts scientifiques ou les médecins, le moyen le plus efficace pour lutter contre le COVID 19.**

## **C'est pourquoi nous demandons :**

- La mise à l'arrêt de tous les secteurs non vitaux, non nécessaires pour lutter contre l'épidémie.
- L'arrêt des sites, y compris dit « essentiels », lorsque la production n'est pas vitale où lorsqu'un cas de COVID19 a été décelé.
- Le maintien intégral des salaires et revenus pour les salariés. Interdiction des licenciements et de sanctions contre ceux qui utilisent le droit de retrait.
- L'interdiction du travail, sans perte de salaire, pour tous les salariés considérés comme vulnérables

***La fermeture des entreprises non essentielles permettrait de réquisitionner les moyens de protections car beaucoup d'entre-elle ont du matériel (gants, surblouses, masques...) et n'ont pas d'obligation de travailler.***

- Ils pourraient servir dans les établissements de santé, les EHPAD, aide à domicile et dans toutes les professions obligées de travailler et qui sont en contact avec le public (commerce, ambulance, transport, ...).

## **Nous demandons également :**

- Que soit mis en place une cellule psychologique pour tout le personnel soignant et le personnel des EHPAD, consultable sur leurs heures de travail. Car même si leur métier les amène à fréquenter le pire du pire, dans ce qui est la mort d'un individu, comment gérer la mort de plusieurs dizaines de patients en peu de temps, dont vous êtes devenu en un mois, le soignant, le confident, la famille, ils se retrouvent après leurs heures de travail confinés pour la plupart, seul à la maison.
- De mettre en place dans les EHPAD des moyens de communication entre patients et leur famille, type skype...car le décès de certains patients n'est pas forcément liés par le COVID19, mais par « syndrome de glissement ».

**En ce qui concerne les commerces, pour la CGT il est primordial de réduire les plages d'ouvertures, pour ne pas exposer davantage les salariés.**

## **Nous demandons :**

- La fermeture des grandes surfaces dès le samedi après-midi et bien sûr le dimanche et jours fériés, afin de ne pas donner l'impression aussi que les familles peuvent aller se promener le dimanche en famille pour faire les courses

**La situation que nous vivons exige que l'ensemble des entreprises contribuent à la solidarité de la Nation, c'est pourquoi vous devez imposer pour toutes, la suppression des dividendes aux actionnaires.**

Ces actionnaires et ces grands groupes ne pourraient-ils pas participer financièrement au soutien de l'économie ?

- Par la prise en charge des salaires à 100%, ou de la perte de salaire, dans le cadre de la mise en activité partielle.
- Nous demandons à la DIRECCTE d'accélérer le traitement des dossiers sur l'activité partielle, car nombreuses entreprises n'ont pas encore eu de réponse, ce qui les incite de fait à reprendre leur activité.
- Nous demandons à ce que soit déclaré l'état de catastrophe sanitaire, afin de faire jouer la solidarité financière des groupes d'assurance qui doit aller au-delà d'un abondement symbolique du fonds de solidarité nationale et profiter à tous les salarié.e.s, TPE et artisans.

**L'UD CGT Vaucluse appelle les employeurs à une vraie prise de conscience pour la santé de leurs salariés et demande que ceux ne travaillant pas dans une activité essentielle ou vitale soient renvoyés chez eux.**

Pour les salariés qui travaillent et dont les règles de sécurité ne sont pas respectées, nous les appelons avec leurs organisations syndicales à exercer sans plus attendre leur droit de retrait dans les conditions fixées par la loi.

Nous voulons également dénoncer les méthodes anti démocratiques, (une fois n'est pas coutume) du gouvernement qui, avec la promulgation de « l'état d'urgence sanitaire », bouleverser une fois de plus le code du travail.

Déréglementations majeures en particulier sur le temps de travail, les congés, la prise des RTT ou encore le compte épargne temps et la possibilité d'user de ces régressions jusqu'à décembre 2020 !

Enfin suite à l'allocution du Président du 13 avril 2020, derrière le masque de la compassion et de l'humilité, Emmanuel Macron a confirmé son choix : celui de la santé financière des entreprises et de l'économie, notamment des plus grands groupes bien avant la santé des salarié.e.s et de la population.

Les profits du CAC 40 et les dividendes versés aux actionnaires ne sont toujours pas utilisés pour la solidarité nationale et la sortie de crise sanitaire.

Vous ne pourrez pas aller au restaurant mais les cantines des entreprises et des écoles seront ouvertes !

Pas de rassemblements sociaux mais regrouper 30 élèves dans une classe sans distanciation possible, ce n'est pas un problème pour le Président concernant 12,5 millions d'élèves et 1 200 000 personnels dans l'Éducation nationale.

« Reprenez le boulot », alors qu'une grande partie des carnets de commandes s'effondre. Décidément, le Medef et le gouvernement restent campés sur leur position et refusent de tirer les enseignements de la période pour aujourd'hui et demain.

**C'est pourquoi, l'UD CGT 84 appelle tous les salariés à se tenir prêt lorsque la sortie totale du confinement sera là, afin de répondre massivement et durement contre ce capitalisme méprisant et assassin.**

**Pour bâtir sur les revendications des organisations syndicales, des réorientations majeures indispensables pour une société réellement plus juste, solidaire et durable dans les domaines économiques, sociaux et écologiques.**

**Et pour terminer ce communiqué, l'UD CGT Vaucluse assure à chacun de vous, que les jours d'après seront des Jours Heureux. Le président Macron, chevillé au Medef, a tenté une grossière récupération des termes du Conseil National de la Résistance, fondant notre Sécurité Sociale, rétablissant la liberté syndicale, le droit du travail, le retour aux nationalisations des outils de production, etc...**

**Qu'il soit rassuré, nous serons là pour lui rappeler les derniers mots de son allocution confinée du 13 avril 2020.**

A diffuser le plus largement possible